Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-nouveau-encerclement-a-la-democratie-pour-la-seule-peripherie-disponible-le-sud-de-l-Europe>

Un « nouveau encerclement à la démocratie » pour la seule périphérie disponible, le sud de l'Europe

- Réflexions et travaux -
Date de mise en ligne : jeudi 14 juin 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce n'est rien moins qu'un secret que d'affirmer que nous sommes face à une crise profonde. La majorité des analyses s'obstinent à la représenter comme un phénomène économique atmosphérique, « neutre ».

Mais la crise est autre chose, c'est une faille organique du système capitaliste, de sa structure productive-distributive. La crise doit aussi être comprise comme une offensive politique. Elle doit être comprise comme une opération de dépossession des couches subalternes et de la redistribution régressive de la rente. Mais, de plus, la crise doit aussi être comprise comme une refonte politique des États centraux de l'économie-monde. Dans ce sens, on voit dans les États européens, en particulier dans ceux du sud, un processus accéléré d'« oligarquisation » des systèmes politiques. C'est, à travers la main de pouvoirs non choisis démocratiquement, un rétrécissement des possibilités de décision démocratique, qui se manifeste de deux façons :

- la réduction de la souveraineté populaire à un principe légitimant le remplacement périodique des élites,
- et l'illusion d'une politique sans antagonisme, sans options qui se confrontent et, finalement, sans les passions des masses, réduite alors à une activité simple d'administration « technique » aux mains d'experts.

Après avoir présenté comme « techniques » des raisons nécessairement politiques, l'ère postpolitique met les idées dominantes à une bonne distance de la discussion politique et ainsi de la portée populaire. En Europe, l'intégration économique néolibérale n'a pas été étrangère à ce rétrécissement démocratique. La financiarisation de l'économie a permis que les finances dominent la direction de l'économie.

Dans ce scénario, l'Espagne a fait tout ce qui a été convenu au sein de cette nouvelle architecture néolibérale mondiale qui soumet la politique à une économie seulement pour quelques uns. L'Espagne a construit un ordre politique stable, résultat du pacte entre les gauches majoritaires et les élites du franquisme, et elle a assumé son rôle dans la partition internationale du travail de l'UE. La crise fait chanceler ce pacte de distribution des profits entre les transeuropéennes. L'affaire n'est plus la même si nous la comparons au grand *big bang financier*. Et voilà, ou bien le capitalisme se réforme ou il se réinvente. Les techniciens s'y mettent, la politique reste subordonnée à des variables et à des paramètres décidés dans d'autres lieux, loin de la souveraineté populaire. Devant cet horizon, critique et en transition, le « néolibéralisme » se réinstalle.

La nouvelle proposition est un mélange explosif : le capitalisme corporatif (ou interventionnisme sélectif) et le « néolibéralisme plus ». L'État recommence à intervenir pour sauver une sorte de super organisme, soutien de l'actuel système économique. En Espagne, cet *interventionnisme sélectif* réécrit la fonctionnalité de l'État ; par exemple, dans le cas du système financier, le gouvernement espagnol est intervenu, dans une première étape, avec son sauvetage bancaire grâce à des prêts aux banques avec des fonds publics. D'un autre côté, le « *néolibéralisme plus* » est la sortie néolibérale de la crise du néolibéralisme. C'est, l'approfondissement du néolibéralisme dans la périphérie disponible. Le *Consensus de Washington* a été mis en application déjà en Amérique Latine, dans cette périphérie disponible des décennies perdues. Maintenant non. Maintenant l'Amérique Latine est une région plus souveraine, plus émancipée, qui décide de s'insérer stratégiquement dans le monde multipolaire. L'Amérique Latine n'est plus une périphérie disponible maintenant.

En revanche, dans le sein européen, la périphérie disponible est, par exemple, l'Espagne. C'est, alors, lorsque l'Allemagne utilise l'Union Européenne pour imposer sa révision du programme néolibéral, une sorte de nouveau consensus néolibéral du XXI^e siècle. La périphérie européenne continue d'être objet de ses plans (des)ajustement et (dé)stabilisation, permettant ainsi un nouveau commerce aux créanciers de la dette (la banque privée allemande et française). En Espagne, la dette totale en 2010, selon la [Banque Internationale de Paiements](#), s'élève à 400% du

Un « nouveau encerclement à la démocratie » pour la seule périphérie disponible, le sud de l'Europe

PIB, la dette privée des entreprises représentent 63 % de cette valeur. Le problème est la dette privée, et cependant, le paiement de la dette publique devient l'axe de la politique ; entre 2007 et 2012 le paiement d'intérêts de dette publique a progressé de 80,3 %.

Le nouvel épisode, mais pas le dernier, s'est produit durant la *siesta* espagnole de samedi dernier : un « *nouvel encerclement démocratique* » déguisé en sauvetage pour le compte de la *troika* européenne. Sauvée la banque, coulée la population espagnole. Ainsi on pourra solder la dette privée de la banque espagnole avec la banque allemande et française. En abusant du discours du *technique* et du *neutre*, des analystes indépendants considèrent que sont nécessaires 100.000.000.000 d'euros pour assainir les dites *entités financières systémiques*. Ce prêt n'est pas directement accordé à la banque privée, mais il l'est au travers de l'État, évitant d'assumer ainsi le risque correspondant d'impayé, de telle manière que payé ou non, le prêt deviendra dette publique et le paiement des intérêts sera à la charge du déficit budgétaire.

Pour comprendre les conséquences de ce « sauvetage », il est nécessaire, cependant, de le mettre en relation avec l'approbation d'une réforme constitutionnelle, concertée - comme toujours - l'été dernier par le PP et le parti socialiste espagnol et soustraite au débat populaire, qui donne la priorité aux remboursements de la dette par rapport à toute dépense sociale. C'est la donnée cruciale qui fait du sauvetage un vrai chantage et qui ouvre les portes de notre « mémoire du pillage » qu'avant nous voyions à la télévision à propos de l'Amérique Latine. En substitution à un un président du gouvernement caché de façon curieuse et en route vers l'Eurocoupe de football, le ministre de l'Économie espagnol et l'ex-conseiller de *Lehman Brothers*, Luis De Guindos, affirmait qu'il n'y aura pas de déterminants macroéconomiques et d'ajustement fiscal requis face à un tel prêt, et alors : comment comptabilisera-t-il ce transvasement d'une dette privée vers une dette publique dans les prochains budgets ? C'est pourquoi, le vieux *Consensus de Washington* est rajeuni ; le FMI revient vers ses penchants, prédisant des décennies sans démocratie, ni économique ni politique.

Alfredo Serrano Mancilla et Iñigo Errejón

- Docteur en Économie, coordonnateur pour l'Amérique Latine de la Fondation CEPS, et docteur en Science politique, membre du Conseil Directif la Fondation CEPS, respectivement.
- Doctor en Economía, coordinador para América Latina de la Fundación CEPS, y doctor en Ciencia Política, miembro del Consejo Directivo Fundación CEPS, respectivamente.

[Página12](#). Buenos Aires, le 11 juin 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 14 juin 2012.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).